

## PRÉFECTURE DU CHER

DIRECTION des RELATIONS avec les  
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES  
et du CADRE de VIE  
*Bureau de l'environnement*

Installation classée soumise à  
autorisation n° 7089/carrière n° 247

Pétitionnaire :

SA B.T.P.M.

(Bridier - Travaux publics - Matériaux)

### ARRÊTÉ N° 2002.1.133 du 21 février 2002

**autorisant la SA B.T.P.M. (Bridier - Travaux publics - Matériaux) à  
poursuivre l'exploitation d'une carrière et de ses installations annexes  
de premier traitement de matériaux de carrière sur le territoire  
de la commune de Corquoy**

Le Préfet du Cher, chevalier de la Légion d'honneur,

VU la partie législative du code de l'environnement,

VU le code des douanes et notamment ses articles 266 sexies à 266 terdecies,

VU le code minier,

VU le code de l'urbanisme,

VU le code rural,

VU le code forestier,

VU le code général des collectivités territoriales,

VU la loi du 27 septembre 1941 portant réglementation des fouilles archéologiques complétée  
par la loi n° 80-532 du 15 juillet 1980 relative à la protection des collections publiques contre les actes de  
malveillance,

VU la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964 relative au régime et à la répartition des eaux et à la  
lutte contre leur pollution,

VU la loi n° 93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières,

VU la loi n° 2001-44 du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,

VU le décret du 20 mai 1953, modifié notamment par le décret du 7 juillet 1992, les décrets  
n° 93-1412 du 29 décembre 1993, n° 94-485 du 9 juin 1994, n° 96-197 du 11 mars 1996, n° 97-1116 du  
27 novembre 1997, n° 99-1220 du 28 décembre 1999 et n° 2000-283 du 30 mars 2000 pris pour  
l'application du titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement, constituant la  
nomenclature des installations classées,

.../...

VU le décret n° 64-1148 du 16 novembre 1964 portant règlement sur l'exploitation des minières et carrières à ciel ouvert,

VU le décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977, modifié notamment par les décrets n° 94-484 du 9 juin 1994, n° 96-18 du 5 janvier 1996, n° 2000-258 du 20 mars 2000 et n° 2001-146 du 12 février 2001, pris pour l'application du titre 1<sup>er</sup> du livre V de la partie législative du code de l'environnement susvisé,

VU le décret n° 79-981 du 21 novembre 1979 modifié portant réglementation de la récupération des huiles usagées,

VU le décret n° 80-331 du 7 mai 1980 modifié portant règlement général des industries extractives,

VU le décret n° 85-453 du 23 avril 1985 pris pour l'application des articles L 123.1 à L 123.16 du code de l'environnement (ex. loi n° 83-630 du 12 juillet 1983),

VU le décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 modifié pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail (titre III : hygiène, sécurité et conditions de travail) en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements mettant en œuvre des courants électriques,

VU le décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution,

VU le décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas les ménages,

VU le décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 fixant les prescriptions prévues par l'article L 571.2 du code de l'environnement,

VU le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage des déchets,

VU le décret n° 99-116 du 12 février 1999 relatif à l'exercice de la police des carrières en application de l'article 107 du code minier,

VU l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 portant réglementation des installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation sur les installations classées susceptibles de présenter des risques d'explosion,

VU l'arrêté ministériel du 28 janvier 1993 concernant la protection contre la foudre de certaines installations classées,

VU l'arrêté du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU l'arrêté interministériel du 16 novembre 1994 pris en exécution des articles 3, 4, 7 et 8 du décret n° 91-1147 du 14 octobre 1991 susmentionné,

VU l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996, modifié le 30 avril 1998, fixant le modèle d'attestation de la constitution de garanties financières prévue à l'article 23-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 susvisé,

VU l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement,

VU l'arrêté du 12 mai 1997 fixant les dispositions communes applicables aux matériels et engins de chantier,

.../...

VU les arrêtés du 12 mai 1997 relatifs à la limitation des émissions sonores :

- des motocompresseurs,
- des groupes électrogènes de puissance,
- des grues à tours, des pelles hydrauliques, des pelles à câbles, des boteurs, des chargeuses et des chargeuses pelleuses,

VU l'arrêté interministériel du 10 février 1998 relatif à la détermination du montant des garanties financières de remise en état des carrières prévues par la législation des installations classées,

VU l'arrêté ministériel du 23 février 1998 fixant les conditions de demande d'agrément d'organisme pour l'analyse critique du montant de la garantie financière de remise en état des carrières,

VU la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement (JO du 22 octobre 1986),

VU la circulaire du 2 juillet 1996 précisant les conditions d'application de l'arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières,

VU la circulaire du 16 mars 1998 relative aux garanties financières pour la remise en état des carrières,

VU le schéma départemental des carrières approuvé par arrêté préfectoral n° 2000.1.0199 du 7 mars 2000,

VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 1989 autorisant la SA Chaux d'Auvergne, dont le siège social est situé à Gannat (03800), BP 70, à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaire sur le territoire de la commune de Corquoy, au lieu-dit "La Franchise", dans la parcelle cadastrée section C 2 n° 168 pour partie, pour une superficie exploitable de 3 ha 50 a environ et pour une durée de 10 ans,

VU l'arrêté préfectoral du 25 mars 1992 transférant l'autorisation d'exploitation de la carrière susvisée à la SA Bridier - Travaux publics - Matériaux (B.T.P.M.), dont le siège social est sis au lieu-dit "Les Laburets", 18570 La Chapelle Saint-Ursin,

VU la demande d'autorisation présentée le 7 août 2000 par M. Henri BRIDIER, Président-Directeur général de la SA B.T.P.M. (Bridier - Travaux publics - Matériaux), dont le siège social est sis au lieu-dit "Les Laburets", 18570 La Chapelle Saint-Ursin, pour l'exploitation d'une carrière à ciel ouvert de calcaires et ses installations annexes de premier traitement de matériaux de carrière sur le territoire de la commune de Corquoy, au lieu-dit "La Franchise", dans la parcelle cadastrée section C 2 n° 653 a et b (ex. 168) [superficie exploitable : 35 000 m<sup>2</sup> - production maximale annuelle prévue : 50 000 tonnes - durée sollicitée : 15 ans],

VU les plans et documents inclus dans le dossier de demande,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 22 septembre 2000,

VU l'ordonnance n° 387/00-D du président du tribunal administratif d'Orléans du 10 octobre 2000 désignant Mlle Denise BAILLY, agricultrice, en qualité de commissaire-enquêteur,

VU les résultats de l'enquête publique à laquelle il a été procédé dans les communes de Corquoy, Châteauneuf-sur-Cher et Venesmes du 14 novembre 2000 inclus au 14 décembre 2000 inclus, conformément aux dispositions de l'arrêté préfectoral n° 2000.1.1289 du 17 octobre 2000 prescrivant la mise à l'enquête du projet,

VU le mémoire établi le 15 décembre 2000 par le demandeur en réponse aux observations effectuées au cours de l'enquête publique,

VU le rapport rédigé par le commissaire-enquêteur le 20 janvier 2001, reçu en préfecture le 14 février 2001,

.../...

VU la délibération du conseil municipal de Corquoy du 23 novembre 2000,

VU la délibération du conseil municipal de Venesmes du 27 octobre 2000,

VU la délibération du conseil municipal de Châteauneuf-sur-Cher du 13 décembre 2000,

VU l'avis émis par le responsable de l'agence immobilière régionale-Gares de la SNCF - direction de Tours le 16 novembre 2000,

VU l'avis émis par le directeur de l'institut national des appellations d'origine le 6 décembre 2000,

VU l'avis émis par le sous-préfet de Saint-Amand Montrond le 7 décembre 2000,

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'équipement le 12 décembre 2000,

VU l'avis émis par le chef du service interministériel des affaires civiles et économiques de défense et de protection civile le 13 décembre 2000,

VU l'avis défavorable émis par le directeur régional de l'environnement Centre le 19 décembre 2000,

VU l'avis émis par le directeur de l'aviation civile Nord le 20 décembre 2000,

VU l'avis émis par le directeur régional des affaires culturelles, service régional de l'archéologie le 22 décembre 2000,

VU l'avis émis par le directeur départemental de l'agriculture et de la forêt le 22 décembre 2000,

VU l'avis émis par le chef du service départemental de l'architecture et du patrimoine le 29 décembre 2000,

VU l'avis émis par la directrice départementale des affaires sanitaires et sociales le 3 janvier 2001,

VU le mémoire établi par le demandeur le 6 mars 2001 en réponse aux observations des services administratifs,

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées du 10 mai 2001 comportant l'avis du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre,

VU l'avis complémentaire émis par la direction régionale de l'environnement Centre le 9 juillet 2001,

VU l'avis favorable émis par la commission départementale des carrières lors de sa séance du 9 juillet 2001,

VU le courrier du 20 juillet 2001 adressé à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre par la direction régionale de l'environnement Centre et l'inventaire floristique y annexé, réalisé le 12 juillet 2001 par le Muséum d'histoire naturelle de Paris, service Conservatoire botanique national du bassin parisien, en présence du bureau d'études COMIREM, de la direction départementale de l'agriculture et de la forêt, de la direction régionale de l'environnement Centre et du Muséum de Bourges,

VU la note complémentaire du 3 septembre 2001 du bureau d'études COMIREM,

VU la lettre du 7 décembre 2001 adressée à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre par la direction régionale de l'environnement Centre et le courrier du 20 juillet 2001 du Muséum de Bourges y annexé,

CONSIDÉRANT que l'activité projetée constitue une installation classée soumise à autorisation, visée sous le n° 2510.1° et soumise à déclaration, visée sous le n° 2515.2° de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement,

.../...

CONSIDÉRANT qu'il s'agit du renouvellement d'autorisation d'une carrière exploitée depuis 1989 (arrêté préfectoral du 13 avril 1989 pour 10 ans), n'ayant fait l'objet d'aucune plainte ou dysfonctionnement majeur,

CONSIDÉRANT l'absence d'impact sur la flore par l'approfondissement prévu de la zone actuellement décapée, soit 33 750 m<sup>2</sup>, et les mesures prévues au présent arrêté pour la zone de 1 250 m<sup>2</sup> restant à décaper,

CONSIDÉRANT la mise en place, aux frais de l'exploitant, d'un suivi du "Géranium Sanguin" présent sur le talus limitrophe de la zone d'exploitation;

CONSIDÉRANT que l'activité projetée n'utilise pas d'eau,

CONSIDÉRANT que le ravitaillement en carburant des engins de chantier sera effectué sur une aire aménagée, étanche et rétentrice,

CONSIDÉRANT que les eaux usées domestiques feront l'objet d'un assainissement autonome avant rejet dans le milieu naturel,

CONSIDÉRANT que l'impact sur l'atmosphère engendré par les activités est limité aux gaz d'échappement des engins d'extraction et véhicules de transport des matériaux qui seront maintenus conformes aux normes en vigueur,

CONSIDÉRANT que l'envol de poussières sera prévenu par arrosage des pistes ou tout autre procédé d'efficacité équivalente,

CONSIDÉRANT que le niveau sonore en limite de propriété est maintenu inférieur à 65 dB(A) pendant la période d'activité limitée à la période réglementaire de jour, notamment à l'aide de merlons de protection,

CONSIDÉRANT que les habitations les plus proches, sises de 325 à 500 mètres ne subissent aucun impact sonore ou visuel de par ces activités comme le démontre l'étude d'impact,

CONSIDÉRANT que le débouage des roues des véhicules de transport des matériaux sera réalisé avant accès à la voie publique,

CONSIDÉRANT que le trafic induit ne représente que 7 % du trafic total de la R.D. n° 27 empruntée en sortie,

CONSIDÉRANT qu'une convention doit être établie avec le gestionnaire de cette voie départementale,

CONSIDÉRANT que la remise en état prévue privilégie la recolonisation des terrains par les espèces spécifiques des pelouses calcicoles et que les caractéristiques des terrains voisins intéressantes pour les chiroptères (falaises verticales avec anfractuosités, passage sous la R.D. n° 27) seront préservées,

CONSIDÉRANT que les garanties financières permettront le réaménagement de la carrière en cas de défaillance de l'exploitant,

CONSIDÉRANT que les dangers et inconvénients engendrés par les activités, au regard des intérêts protégés par l'article L 511-1 du code de l'environnement sont identifiés et prévenus par les mesures mises en place et envisagées par l'exploitant ainsi que par les prescriptions du présent arrêté,

VU la lettre du 18 février 2002 de la SA B.T.P.M. (Bridier - Travaux publics - Matériaux) faisant connaître qu'elle n'a aucune remarque particulière à faire sur le projet d'arrêté qui lui a été soumis par lettre recommandée avec accusé de réception du 29 janvier 2002, reçue par le pétitionnaire le 6 février 2002,

SUR la proposition du Secrétaire général,

.../...

## ARRÊTE

### ARTICLE 1<sup>er</sup> - DÉFINITION DES INSTALLATIONS

#### 1.1 - AUTORISATION

La SA B.T.P.M. (Bridier - Travaux publics - Matériaux), dont le siège social est sis au lieu-dit "Les Laburets", 18570 La Chapelle Saint-Ursin, est autorisée à exploiter une carrière à ciel ouvert de calcaires et ses installations annexes de premier traitement de matériaux de carrière (concassage, criblage, tri granulométrique) sur le territoire de la commune de Corquoy, au lieu-dit "La Franchise", dans les conditions fixées par le présent arrêté.

L'emprise de la carrière autorisée est d'une superficie exploitable de **35 000 m<sup>2</sup>** et est incluse dans les parcelles cadastrées section C 2 n<sup>os</sup> 653 a et 653 b (ex 168). (toute modification de dénomination des parcelles concernées devra être déclarée au préfet et à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre).

#### 1.2 - NATURE DES ACTIVITÉS

##### 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CLASSÉES DE L'ÉTABLISSEMENT

Rubrique de la nomenclature	Désignation des activités	Régime (autorisation/ déclaration)
<b>2510</b> <b>1°</b>	<p style="text-align: center;"><b>Carrières (exploitation de)</b></p> <p>Exploitation de carrières au sens de l'article 4 du code minier et de l'article 2 du décret n° 55-586 du 20 mai 1955 modifié portant réforme du régime des substances minérales dans les départements de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion ainsi que :</p> <p>a) les opérations de dragage des cours d'eau et des plans d'eau (à l'exception des opérations présentant un caractère d'urgence destinées à assurer le libre écoulement des eaux), lorsque les matériaux sont utilisés et lorsqu'elles portent sur une quantité à extraire supérieure à 2 000 tonnes,</p> <p>b) les affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils sont extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 m<sup>2</sup> ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 tonnes.</p>	<b>A</b>
<b>2515</b>  <b>2°</b>	<p>Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels.</p> <p>La puissance installée de l'ensemble des machines fixes concourant au fonctionnement de l'installation étant : supérieure à 40 kW mais inférieure ou égale à 200 kW (115 kW).</p>	<b>D</b>

Aucun stockage d'hydrocarbures n'est autorisé dans l'emprise de la carrière.

##### 1.2.2 - VOLUMES AUTORISÉS

La quantité maximale de matériaux extraits de la carrière sera de **640 000 tonnes** avec une production moyenne de **40 000 tonnes / an** et une production maximale de **50 000 tonnes / an**.

### 1.2.3 - DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation d'exploiter une carrière est limitée à une durée de **15 ans** à compter de la date de notification du présent arrêté, incluant la remise en état.

Le pétitionnaire est tenu, s'il désire obtenir le renouvellement de la présente autorisation, de déposer une nouvelle demande, qui est soumise aux mêmes formalités que la demande primitive.

### 1.2.4 - PÉREMPTION DE L'AUTORISATION

Le présent arrêté cessera de produire effet lorsque les installations n'auront pas été mises en service dans le délai de trois ans ou n'auront pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf le cas de force majeure.

### 1.2.5 - AMÉNAGEMENTS

L'exploitation est menée et les installations sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les dossiers déposés par l'exploitant dans la mesure où ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

### 1.2.6 - RÉGLEMENTATION

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières s'imposent de plein droit à l'exploitant. Les dispositions plus contraignantes fixées par le présent arrêté s'y substituent.

L'autorisation est accordée sans préjudice des dispositions des autres réglementations en vigueur.

L'autorisation est accordée sous réserve des droits des tiers.

L'autorisation d'exploiter la carrière n'a d'effet que dans la limite des droits de propriété de l'exploitant et des contrats de forage dont il est titulaire.

Le changement d'exploitant est soumis au régime de l'autorisation préalable.

## ARTICLE 2 - DISPOSITIONS ADMINISTRATIVES GÉNÉRALES

### 2.1 - GARANTIES FINANCIÈRES

#### 2.1.1 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Le montant des garanties financières est établi conformément à l'arrêté interministériel du 10 février 1998.

L'exploitation est menée en trois périodes quinquennales ou réalisation anticipée de l'ensemble des travaux nécessaires à la remise en état.

A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période (ce montant inclut la TVA). Il est fixé comme suit :

PÉRIODES	S1 ha	S2 ha	S3 ha	TOTAL
1	0,800	2,700	0,350	78 664 €
2	0,800	2,700	0,350	78 664 €
3	0,800	2,700	0,350	78 664 €

### **2.1.2 - NOTIFICATION DE LA CONSTITUTION DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Lorsque l'exploitant adresse au préfet la déclaration de début d'exploitation prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, il y joint le document établissant la constitution des garanties financières prévue à l'article 23-3 de ce décret, calculées selon les nouveaux critères d'exploitation de la carrière.

Ce document doit être conforme aux dispositions de l'annexe de l'arrêté interministériel du 1<sup>er</sup> février 1996 fixant le modèle d'acte de cautionnement solidaire.

### **2.1.3 - MODALITÉS D'ACTUALISATION DU MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Tous les cinq ans, le montant des garanties financières est actualisé compte tenu de l'évolution de l'indice TP01.

Lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 % de l'indice TP01 sur une période inférieure à cinq ans, le montant des garanties financières doit être actualisé dans les six mois suivant l'intervention de cette augmentation.

L'actualisation du montant des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 % du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période en cours.

### **2.1.4 - RENOUVELLEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières résultent de l'engagement écrit d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance.

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins trois mois avant leur échéance.

Une copie de ce document sera également transmise à l'inspection des installations classées.

### **2.1.5 - MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION**

Toute modification des conditions d'exploitation conduisant à une augmentation du montant des garanties financières doit être subordonnée à la constitution de nouvelles garanties financières et doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

### **2.1.6 - LEVÉE DE L'OBLIGATION DE GARANTIE**

L'exploitant peut demander la levée, en tout ou partie, de l'obligation de garanties financières lorsque le site a été remis en état totalement ou partiellement ou lorsque l'activité a été totalement ou partiellement arrêtée.

### **2.1.7 - APPEL AUX GARANTIES FINANCIÈRES**

Les garanties financières seront appelées :

- soit en cas de non-respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral en matière de remise en état après intervention des mesures prévues à l'article L 514-1 du code de l'environnement,
- soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état du site.

## **2.2 - MODIFICATIONS**

Toute modification apportée par l'exploitant aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, doit être portée, avant réalisation, à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Tout transfert de l'installation de traitement des matériaux vers un autre emplacement nécessite une nouvelle déclaration.

## **2.3 - DÉCLARATION DES INCIDENTS ET ACCIDENTS**

L'exploitant est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les incidents ou accidents survenus du fait de l'exploitation de la carrière ou du fait du fonctionnement de l'installation de premier traitement qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L 511-1 du code de l'environnement.

En cas d'incident ou d'accident, l'exploitant précisera les effets prévisibles sur les personnes et l'environnement.

L'exploitant détermine les mesures envisagées pour éviter le renouvellement de l'accident ou de l'incident compte tenu de l'analyse des causes et des circonstances de l'accident, et les confirme dans un document transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

## **2.4 - CONTRÔLES, ANALYSES ET EXPERTISES (INOPINÉS OU NON)**

Les contrôles, analyses et expertises périodiques prévus par le présent arrêté doivent être représentatifs du fonctionnement des installations contrôlées.

Des contrôles, prélèvements, analyses et mesures d'effluents liquides ou gazeux, de poussières, de déchets, de sols, d'eaux souterraines, de bruit, de vibration ou plus généralement de toute substance ou de tout objet lié à l'installation peuvent être exécutés à la demande de l'inspection des installations classées ou par l'inspecteur pour vérifier le respect des prescriptions du présent arrêté.

Les dépenses correspondant à l'exécution des contrôles, analyses ou expertises sont à la charge de l'exploitant.

## **2.5 - CESSATION DÉFINITIVE D'ACTIVITÉ**

En cas d'arrêt définitif d'activité, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt au moins un mois avant celle-ci pour ce qui concerne l'installation de premier traitement et au moins six mois avant la cessation définitive d'activité pour l'exploitation de carrière.

L'exploitant joint à la notification un dossier comprenant le plan à jour des terrains d'emprise de l'installation ainsi qu'un mémoire sur l'état du site constitué conformément aux dispositions de l'article 34-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Il est mis fin à l'exercice de la police régie par le décret n° 99-116 du 12 février 1999 susvisé lorsque l'inspecteur des installations classées a constaté la conformité des travaux prévus par la cessation d'activité par un procès-verbal de récolement transmis au préfet en application de l'article 34-1-III du décret du 21 septembre 1977 susvisé.

## **ARTICLE 3 - DISPOSITIONS TECHNIQUES GÉNÉRALES**

Les carrières et les installations de premier traitement des matériaux sont exploitées et remises en état de manière à limiter leur impact sur l'environnement, notamment par la mise en œuvre de techniques propres.

### **3.1 - AMÉNAGEMENTS PRÉLIMINAIRES**

#### **3.1.1 - INFORMATION DES TIERS ET SÉCURITÉ**

Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place :

- au niveau de l'accès au chantier, un panneau indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté,
- des panneaux répartis sur le pourtour de l'exploitation et implantés à intervalle réglementaire signalant l'interdiction de pénétrer sur le chantier,
- deux panneaux placés en bordure de la route départementale n° 27 de manière visible des utilisateurs de cette voie, à 150 mètres de part et d'autre de l'accès à la carrière, signalant le danger à la sortie de carrière,
- un panneau "STOP" et une ligne horizontale au niveau de l'accès à la voie publique.

#### **3.1.2 - BORNAGE**

Des bornes doivent être conservées en place en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre autorisé et, le cas échéant, des bornes de nivellement seront implantées.

Un plan de bornage sera établi par un géomètre - expert avant le début des travaux. Un exemplaire de ce plan sera fourni à l'inspection des installations classées, dès sa réception par l'exploitant de carrière.

Les bornes devront toujours être dégagées et demeurer jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

#### **3.1.3 - EAUX DE RUISSELLEMENT**

Lorsqu'il existe un risque pour les intérêts visés à l'article L 211-1 du code de l'environnement, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre la zone en exploitation sera mis en place à la périphérie de cette zone.

#### **3.1.4 - PROTECTION DES EAUX**

L'aire de ravitaillement en carburant des engins de chantier sera réalisée avant toute exploitation.

Elle sera rétentrice et étanche et devra être suffisamment dimensionnée pour recevoir les véhicules ravitailleur et ravitaillé. Elle sera, en outre, reliée à son point bas à un séparateur d'hydrocarbures de capacité suffisante. Un plan de masse de ces dispositifs sera fourni à l'inspection des installations classées dès réalisation.

#### **3.1.5 - DECLARATION DE DEBUT D'EXPLOITATION**

La déclaration de début d'exploitation de carrière, telle que prévue à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié, devra être effectuée. Elle est subordonnée à la réalisation des aménagements préliminaires prévus aux points 3.1.1 à 3.1.4.

Cette déclaration sera transmise au préfet en 3 exemplaires.

Le préfet fera publier, aux frais de l'exploitant, dans les 15 jours qui suivent la réception de la déclaration, dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, un avis annonçant le dépôt de cette déclaration.

### **3.1.6 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE ET PROTECTION DE LA FLORE**

Les haies existant sur la bande périmétrale inexploitée au-delà des merlons de protection seront intégralement conservées, entretenues et renforcées en tant que de besoin pour assurer un écran visuel efficace, notamment le long de la route départementale n° 27 où elles seront renforcées durant la première année d'exploitation.

Les stocks de matériaux auront une hauteur maximale de 6 mètres et seront constitués dans les zones prévues au dossier de demande.

La surface déblayée pour la reprise des banquettes sera strictement limitée aux besoins de l'exploitation.

Le talus flanquant la banquette sud du carreau de l'ancienne carrière sera conservé pour servir de surface témoin en raison de la présence d'une flore spécifique.

Un suivi annuel de l'espèce dénommée "Géranium Sanguin" sera effectué, aux frais de l'exploitant de carrière, par une société ou un organisme compétent indépendant reconnu par le Ministre chargé de l'environnement.

De même, la population d'orchidées présente dans la zone de carrière restant à décapage fera l'objet d'un relevé floristique complémentaire entre avril et juin 2002. Les résultats de ce relevé seront transmis à la direction régionale de l'environnement Centre et à la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre.

### **3.2 - PRESCRIPTIONS GÉNÉRALES**

L'exploitation et la remise en état du site devront, à tout moment :

- garantir la sécurité du public et du personnel et la salubrité des lieux,
- préserver la qualité des eaux superficielles et souterraines, ainsi que limiter les incidences de l'activité sur leur écoulement,
- respecter les éventuelles servitudes existantes.

### **3.3 - CONDUITE DE L'EXPLOITATION**

#### **3.3.1 - DÉFRICHAGE**

Le défrichement de la zone encore boisée (1 250 m<sup>2</sup>) sera effectué conformément à la réglementation en vigueur en la matière.

#### **3.3.2 - DÉCAPAGE DES TERRAINS**

Aucune extraction n'aura lieu sans décapage préalable de la zone concernée.

Le décapage des terrains est limité aux besoins des travaux d'exploitation. Le décapage encore nécessaire sera effectué en dehors des périodes de nidification des oiseaux et petits mammifères.

Le décapage est effectué de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

Le dépôt des horizons humifères aura une hauteur maximale de 2 m pour lui conserver ses qualités agronomiques.

L'ensemble des terres de décapage sera conservé en vue de la remise en état du site de carrière.

.../...

### **3.3.3 - PATRIMOINE ARCHÉOLOGIQUE**

Les découvertes fortuites de vestiges archéologiques seront déclarées dans les délais réglementaires au service régional de l'archéologie (direction régionale des affaires culturelles) et à l'inspection des installations classées.

En cas de découverte fortuite de vestiges archéologiques, l'exploitant prendra toutes dispositions utiles pour empêcher la destruction, la dégradation ou la détérioration de ces vestiges.

### **3.3.4 - EXTRACTION**

L'exploitation de la carrière est conduite conformément aux plans de phasage d'exploitation annexés au présent arrêté, à l'aide de moyens mécaniques, sans utilisation d'explosifs.

Toute modification du phasage d'exploitation devra faire l'objet d'une demande préalable adressée au préfet avec tous les éléments d'appréciation.

#### **3.3.4.1 - CARREAU D'EXPLOITATION**

Le carreau de la carrière aura pour cote minimale 140 m NGF après exploitation en 4 fronts de taille selon les plans de phasage d'exploitation annexés au présent arrêté. Cette exploitation ne pourra, en tout état de cause, être effectuée dans la nappe sous-jacente.

#### **3.3.4.2 - GRADINS**

La hauteur de chacun des quatre gradins n'excédera pas 5 mètres et la largeur des banquettes intermédiaires, compte tenu des caractéristiques du massif et de la remise en état envisagée, ne sera pas inférieure à 5 mètres.

Le réaménagement des fronts de taille et des banquettes intermédiaires qui ne sont plus nécessaires à la poursuite de l'exploitation sera effectué sans attendre selon les dispositions prévues au dossier de demande.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes et une voie de secours.

### **3.3.5 - TRANSPORT DES MATERIAUX**

Le transport des matériaux est effectué par les voies routières autorisées au trafic lourd.

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice des articles L 131-8 et L 141-9 du code de la voirie routière.

### **3.3.6 - DISTANCE DE REcul - PROTECTION DES AMENAGEMENTS**

En application des textes réglementaires en vigueur, les bords de l'excavation de carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 m des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

L'exploitation du gisement, à son niveau le plus bas, est arrêtée, à compter du bord supérieur de la fouille, à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale de l'excavation, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute la hauteur.

En ce qui concerne les éventuelles lignes électriques, les gazoducs, etc., l'exploitant veillera au respect des dispositions des textes relatifs à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution.

.../...

### **3.3.7 - CONTRÔLES PAR DES ORGANISMES EXTERIEURS**

Des organismes agréés procéderont à des contrôles et des mesures, dans le cadre réglementaire (moyens, méthodes, périodicité), portant notamment sur :

- les charpentes des installations,
- les appareils de levage.

Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

### **3.4 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS**

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.

L'ensemble du site et ses abords, placés sous le contrôle de l'exploitant, sont maintenus en bon état de propreté. Les installations sont entretenues en permanence.

#### **3.4.1 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION DES EAUX**

##### **3.4.1.1 - PRÉVENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES**

Le ravitaillement et l'entretien des engins sont réalisés sur l'aire rétentricie étanche aménagée et reliée à son point bas à un décanteur déshuileur suffisamment dimensionné.

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est interdit dans l'emprise de la carrière.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés et doivent être soit réutilisés, soit éliminés comme des déchets.

##### **3.4.1.2 - REJETS DANS LE MILIEU NATUREL**

###### Eaux rejetées (quelle que soit leur provenance)

Les eaux rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les prescriptions suivantes :

- le pH est compris entre 5,5 et 8,5,
- la température est inférieure à 30°C,
- les matières en suspension totales (MEST) ont une concentration inférieure à 35 mg / l (norme NFT 90-105),
- la demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) a une concentration inférieure à 125 mg / l (norme NFT 90-101),
- les hydrocarbures totaux ont une concentration inférieure à 10 mg / l (norme NFT 90-114).

Ces valeurs limites seront respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne devra dépasser le double de ces valeurs limites.

La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange, ne devra pas dépasser 100 mg Pt / l.

###### Eaux usées domestiques

Les eaux usées domestiques devront être évacuées ou traitées conformément au code de la santé publique.

.../...

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation de raccordement délivré en application du code de la santé publique.

Lorsqu'il n'est pas possible de raccorder l'évacuation des eaux usées à un réseau d'assainissement, leur épuration et leur évacuation devront faire appel aux techniques de l'assainissement autonome et répondre aux dispositions de l'arrêté du 6 mai 1996 fixant les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectifs.

### **3.4.1.3 - SURVEILLANCE DES EAUX SOUTERRAINES**

Le rejet direct ou indirect, même après épuration, d'eaux résiduaire en provenance d'installations classées dans une nappe souterraine est interdit.

### **3.4.2 - PREVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHERIQUE**

#### **3.4.2.1 - POUSSIÈRES**

L'exploitant prend toutes les dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. Les pistes et chemins d'exploitation empruntés par les véhicules et engins seront notamment humidifiés en conséquence.

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement de matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Des contrôles de concentration des poussières seront réalisés tous les ans et les résultats seront conservés pendant une durée minimale de 5 ans.

Ces contrôles sont effectués selon des méthodes normalisées et par un organisme agréé.

#### **3.4.2.2 - ACCES ET VOIES DE CIRCULATION**

L'accès à la voirie publique sera aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

La vitesse des véhicules sur le chantier est limitée à 30 km / h.

Les voies de circulation internes et les aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues.

Les installations et les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publique.

A cet effet, l'exploitant procédera par arrosage ou par tout autre procédé d'efficacité équivalente.

Aucun véhicule ne devra quitter le site en surcharge. Le chauffeur d'un véhicule en surcharge videra tout excédent pondéral au lieu indiqué par le responsable du site. Des affichages rappelleront cette prescription.

### **3.4.3 - DÉCHETS**

Est un déchet, tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.

#### **3.4.3.1 - PRINCIPE**

L'exploitant devra prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception et l'exploitation de ses installations, pour éviter de produire des déchets, en limiter les flux, en assurer une bonne gestion, les stocker et les éliminer dans des conditions qui ne portent pas atteinte à l'environnement conformément aux dispositions législatives et réglementaires en vigueur (code de l'environnement et textes d'application).

Toutes dispositions sont prises pour limiter les quantités de déchets produits, notamment en effectuant toutes les opérations de valorisation possibles. Les diverses catégories de déchets sont collectées séparément, puis valorisées ou éliminées vers des installations dûment autorisées.

#### **3.4.3.2 - STOCKAGE**

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté et non générateurs d'odeur,
- les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- les envois soient limités.

Les déchets imprégnés de produits inflammables, dangereux ou toxiques seront conservés en attendant leur enlèvement dans des récipients clos qui seront entreposés sur une aire rétentrice ; on disposera à proximité des extincteurs ou moyens de neutralisation appropriés aux risques.

L'exploitant interdira, par tous moyens utiles, le déversement, le dépôt ou la décharge de déchets d'origine extérieure à la carrière.

#### **3.4.3.3 - ELIMINATION DES DÉCHETS**

Toute incinération à l'air libre de déchets est interdite.

L'élimination des déchets doit être assurée dans des installations dûment autorisées ou déclarées à cet effet au titre du code de l'environnement.

##### Déchets industriels

Les emballages industriels doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret n° 94-609 du 13 juillet 1994 relatif à l'élimination des déchets d'emballages dont les détenteurs ne sont pas les ménages.

##### Déchets ménagers

L'enlèvement des déchets ménagers et des déchets assimilés doit être effectué dans les conditions fixées par le code général des collectivités territoriales ou remis à un transporteur pour acheminement vers une installation autorisée.

#### **3.4.3.4 - SUIVI DES DÉCHETS**

L'exploitant devra être en mesure de justifier la nature, l'origine, le tonnage, le mode et le lieu d'élimination de tout déchet produit par ses installations. A cet effet, il tiendra à jour un registre mentionnant ces renseignements. Ce registre sera tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'exploitant ne remettra ses déchets qu'à un transporteur titulaire du récépissé de déclaration prévu par le décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route et au courtage de déchets ou il s'assurera que les quantités et la nature des déchets sont telles que le transporteur est exempté de l'obligation de déclaration. Cette information devra être reportée dans le registre susnommé.

#### **3.4.4 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS**

##### **3.4.4.1 - GÉNÉRALITÉS**

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celui-ci.

Ses émissions sonores ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones où celle-ci est réglementée.

.../...

#### Zones à émergence réglementée :

- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers, existant à la date de l'arrêté d'autorisation de l'installation et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse),
- les zones constructibles définies par des documents d'urbanisme opposables aux tiers et publiés à la date de l'arrêté d'autorisation,
- l'intérieur des immeubles habités ou occupés par des tiers qui ont été implantés après la date de l'arrêté d'autorisation dans les zones constructibles définies ci-dessus et leurs parties extérieures éventuelles les plus proches (cour, jardin, terrasse), à l'exclusion de celles des immeubles implantés dans les zones destinées à recevoir des activités artisanales ou industrielles.

Les horaires de travail sont compris dans la période réglementaire de jour, les jours ouvrés (sauf samedis, dimanches et jours fériés).

#### **3.4.4.2 - EMERGENCE**

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par les carrières et les installations de premier traitement des matériaux ne doivent pas être à l'origine, dans les zones à émergence réglementée, pour les niveaux supérieurs à 45 dB (A), d'une émergence supérieure à :

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 8h à 17h30 sauf dimanches et jours fériés
supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de pression continus équivalents pondérés A du bruit ambiant (établissement en fonctionnement) et du bruit résiduel (en l'absence du bruit généré par l'établissement). Elle est mesurée conformément à la méthodologie définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement.

#### **3.4.4.3 - NIVEAUX SONORES EN LIMITES DE PROPRIÉTÉ**

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété sont fixés à 65 dB(A) en période de jour.

Ces niveaux limites doivent assurer les valeurs maximales d'émergence à une distance de 200 mètres du périmètre de l'installation.

En outre, le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par les documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté d'autorisation.

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré  $L_{Acq}$ .

L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

#### **3.4.4.4 - VÉHICULES, MATÉRIELS ET ENGINS**

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement doivent être conformes aux dispositions en vigueur les concernant en matière de limitation de leurs émissions sonores. En particulier, les engins de chantier doivent être conformes à un type homologué.

.../...

#### **3.4.4.5 - APPAREILS DE COMMUNICATION**

L'usage de tous appareils de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs, etc.) gênants pour le voisinage est interdit, sauf si leur emploi est réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents ou à la sécurité des personnes.

#### **3.4.4.6 - CONTRÔLES ACOUSTIQUES**

Un contrôle des niveaux sonores sera réalisé tous les trois ans par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'inspection des installations classées. Les emplacements sont définis de façon à apprécier le respect des valeurs limites d'émergence dans les zones où elle est réglementée.

Les résultats des mesures sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

#### **3.4.4.7 - VIBRATIONS**

Les prescriptions de la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement sont applicables.

### **3.5 - PREVENTION DES RISQUES**

#### **3.5.1 - INTERDICTION D'ACCES**

##### **3.5.1.1 - GARDIENNAGE**

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé par le personnel habilité. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit par tout moyen approprié (issues fermées à clef, ...).

##### **3.5.1.2 - CLÔTURE**

L'accès à la carrière et à toute zone dangereuse de l'exploitation est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent. Les accès aux fronts de taille seront particulièrement protégés.

##### **3.5.1.3 - INFORMATION**

Les dangers sont signalés par des pancartes placées, d'une part sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part à proximité des zones clôturées.

#### **3.5.2 - INCENDIE ET EXPLOSION**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés et conformes aux normes en vigueur.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an par un organisme compétent.

### **3.6 - REMISE EN ETAT DU SITE**

L'exploitant est tenu de remettre en état le site affecté par son activité, compte tenu des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit, conformément aux dispositions de l'article L 514-11 du code de l'environnement.

.../...

Seuls des matériaux inertes composés de stériles d'exploitation pourront être utilisés en remblai pour le modelage de certaines zones définies au dossier déposé. Aucun apport de matériaux extérieurs n'est autorisé. Le remblaiement ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux utilisés pour le remblaiement ne doivent pas être susceptibles de relarguer une pollution par lixiviation.

La remise en état du site doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- l'enlèvement de l'ensemble des installations et des stocks,
- le décapage et l'enlèvement des enrobés des pistes,
- la mise en sécurité, la purge et le nettoyage des fronts de taille, le nettoyage de l'ensemble du carreau, des banquettes et des gradins, le nettoyage de l'ensemble des terrains extérieurs aux excavations compris dans le périmètre autorisé et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site,
- la mise en place des clôtures et barrières prévues au dossier de demande,
- les travaux prévus au dossier d'étude d'impact inclus au dossier déposé, pour une remise en état conforme aux plans annexés au présent arrêté,
- l'insertion satisfaisante de l'espace affecté par l'exploitation dans le paysage, compte tenu de la vocation ultérieure du site.

La surface maximale à remettre en état est de 35 000 m<sup>2</sup>.

La remise en état finale prévue consiste en une zone à la cote 140 m NGF ceinturée sur 3 côtés par les banquettes successives régénées de terres végétales et raccordée à l'est en continuité avec l'excavation résultant de l'ancienne carrière. Cette zone sera aménagée d'une part à l'aide des stériles d'exploitation par mise en place de monticules aux faciès irréguliers et d'autre part par régénération de terres issues de l'horizon supérieur de la découverte. Les végétaux épineux dont la plantation est prévue au dossier de demande seront implantés au plus tard durant la dernière année d'exploitation en période favorable à leur reprise.

### **3.6.1 - REMISE EN ETAT EN COURS D'EXPLOITATION**

Toutes les zones non nécessaires à la poursuite de l'exploitation doivent être remises en état au fur et à mesure de l'avancement des travaux selon les données techniques du dossier de demande.

#### **3.6.1.1 - SCHEMA D'EXPLOITATION**

Un plan orienté et réalisé à une échelle adaptée à la superficie de la carrière sera dressé chaque année. Il sera versé au registre d'exploitation de la carrière et fera apparaître notamment :

- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploitation, ses abords dans un rayon de 50 mètres, la référence cadastrale des parcelles concernées ainsi que le bornage,
- les bords de la fouille,
- les surfaces défrichées, décapées, en cours d'exploitation, en cours de remise en état et remises en état,
- l'emprise des infrastructures (installations de traitement des matériaux, voies d'accès, ouvrages et équipements connexes...), des stocks de matériaux et des terres de découvertes,
- les fossés limitrophes de la carrière,

- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs,
- le positionnement des fronts.

Les surfaces des différentes zones (exploitées, en cours d'exploitation, remises en état...) seront consignées dans une annexe à ce plan. Les écarts par rapport au schéma prévisionnel d'exploitation et de remise en état produit en vue de la détermination des garanties financières seront mentionnés et explicités.

Un rapport annuel d'exploitation présentant les quantités extraites, les accidents et tous les faits marquants de l'exploitation sera annexé au plan susnommé.

Ce plan et ses annexes seront transmis chaque année avant le 1<sup>er</sup> février à l'inspection des installations classées.

Un exemplaire de ce plan sera conservé sur l'emprise de la carrière et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Ce plan pourra être réalisé, sur demande de l'inspection des installations classées, par un géomètre expert, notamment pour vérifier l'état d'avancement des travaux de remise en état.

#### **ARTICLE 4 - DISPOSITIONS TECHNIQUES PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS**

Toutes les dispositions techniques, énoncées ci-dessous ou dans un arrêté complémentaire, intéressent spécifiquement l'activité de l'établissement dont elles font l'objet.

##### **4.1 - INSTALLATION DE BROUAGE, CONCASSAGE ET CRIBLAGE DE PRODUITS MINÉRAUX NATURELS**

###### **4.1.1 - EMPLACEMENT**

Les installations sont implantées conformément aux plans et dossiers déposés.

###### **4.1.2 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE**

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour satisfaire à l'esthétique du site. L'ensemble du site doit être maintenu en bon état de propreté. A cette fin, une attention particulière sera notamment apportée aux choix des couleurs de peinture des installations fixes.

###### **4.1.3 - ACCESSIBILITÉ**

L'installation doit être accessible pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours.

###### **4.1.4 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES**

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) doivent être mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Toutes les installations électriques doivent être entretenues en bon état et doivent être contrôlées, tous les ans après leur installation ou suite à leur modification par une personne compétente.

###### **4.1.5 - RÉTENTION DES AIRES ET LOCAUX DE TRAVAIL**

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les produits répandus accidentellement. Pour

.../...

cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont, de préférence, récupérés et recyclés ou, en cas d'impossibilité, traités conformément à l'article 3.4.3.

#### **4.1.6 - EXPLOITATION - ENTRETIEN**

##### **4.1.6.1 - SURVEILLANCE DE L'EXPLOITATION**

L'exploitation doit se faire sous la surveillance, directe ou indirecte, d'une personne nommément désignée par l'exploitant et ayant une connaissance de la conduite de l'installation et des dangers et inconvénients des produits utilisés dans l'installation.

##### **4.1.7 - RISQUE INCENDIE**

###### **4.1.7.1 - MATERIELS**

L'installation doit être dotée, notamment :

- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction doivent être appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés,
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

L'exploitant doit s'assurer trimestriellement que les extincteurs sont à la place prévue et en bon état.

Ils seront vérifiés annuellement par un organisme de contrôle extérieur.

Toutes les vérifications et contrôles concernant notamment les moyens de lutte contre l'incendie, les installations électriques, les accès, les dispositifs de sécurité, devront faire l'objet d'une inscription sur un registre ouvert à cet effet avec les mentions suivantes :

- date et nature de la vérification,
- personne ou organisme chargé de la vérification,
- motif de la vérification (périodique, suite à un accident...).

Ce registre, ainsi que les rapports de contrôle, devront être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

###### **4.1.7.2 - CONSIGNES DE SÉCURITÉ**

Sans préjudice des dispositions du code du travail et du code minier, des consignes précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté doivent être établies, tenues à jour, diffusées à tous les membres du personnel et affichées dans les lieux fréquentés par ce personnel. Ces consignes doivent notamment indiquer :

- l'organisation de l'établissement en cas de sinistre,
- les procédures d'arrêt d'urgence, de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides) et d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ainsi que leur entretien,
- le fonctionnement des différents dispositifs de sécurité et la périodicité des vérifications de ces dispositifs,

- l'emplacement des matériels d'extinction et de secours disponibles et des coups de poing et câbles d'arrêt d'urgence des installations.

L'interdiction de fumer sera affichée à proximité des aires aménagées de manipulation d'hydrocarbures.

#### **4.1.8 - POUSSIÈRES**

Les dispositifs de limitation de poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux garantissent le respect des prescriptions du présent arrêté et notamment son article 3.4.2.1.

L'installation doit être équipée, dès sa mise en service, des dispositifs suivants :

- jupes au niveau des sauterelles,
- bâchage des cribles,
- abattage des poussières par pulvérisation si cela s'avère nécessaire.

En outre, l'ajustage au minimum de la distance de chute des matériaux sur les stocks est nécessaire.

#### **4.1.9 - STOCKAGES**

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les stockages constitués uniquement de fillers (éléments fins inférieurs à 80µm) ou de produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou ensilés. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

### **ARTICLE 5 - SANCTIONS**

Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, l'inobservation des conditions fixées par le présent arrêté peut entraîner l'application des sanctions administratives prévues par l'article L 514-1 du code de l'environnement.

En particulier, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension de l'activité, après mise en demeure de constituer ces garanties.

**ARTICLE 6** - Indépendamment de ces prescriptions, l'administration se réserve le droit d'imposer ultérieurement toutes celles que nécessiterait l'intérêt général.

**ARTICLE 7** - Le pétitionnaire devra se conformer aux prescriptions édictées par le livre II du code du travail (en particulier articles L 235.1 et suivants) et des décrets réglementaires pris en exécution dudit livre dans l'intérêt de l'hygiène et de la sécurité des travailleurs.

**ARTICLE 8** - La présente autorisation ne dispense pas de la demande de permis de construire prévues par l'article L 421.1 du code de l'urbanisme, si besoin est, et des autorisations administratives subséquentes.

**ARTICLE 9** - Une copie du présent arrêté sera déposée en mairie de Corquoy pour y être éventuellement consultée. Le présent arrêté devra être affiché en permanence de façon visible dans les locaux de la carrière par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté énumérant notamment les motifs qui ont fondé la décision ainsi que les conditions d'octroi de la présente autorisation et faisant connaître qu'une copie dudit arrêté est tenue à la disposition de tout intéressé qui en fera la demande, sera affiché à la porte de la mairie de Corquoy pendant une durée minimale d'un mois.

.../...

Un certificat constatant l'accomplissement de cette formalité sera adressé à la préfecture (direction des relations avec les collectivités territoriales et du cadre de vie - bureau de l'environnement).

Un avis sera inséré par les soins du préfet du Cher et aux frais du pétitionnaire dans deux journaux locaux diffusés dans tout le département.

**ARTICLE 10** - Délais et voies de recours (article L 514-6 du code de l'environnement) : la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative :

- ❶ par les demandeurs ou exploitants dans un délai de 2 mois à compter de la date de notification du présent arrêté,
- ❷ par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de 4 ans à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte pour ce qui concerne l'exploitation de l'installation de traitement de matériaux et pour la carrière, dans un délai de 6 mois à compter de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation de la carrière transmise par l'exploitant au préfet, précisées à l'article 3.1.5 du présent arrêté.

Les délais de recours prévus par l'article L 514-6 du code de l'environnement ne sont pas interrompus par un recours administratif préalable (gracieux ou hiérarchique) ou par un recours devant une juridiction incompétente.

**ARTICLE 11** - Le Secrétaire général de la préfecture du Cher, le Sous-Préfet de Saint-Amand Montrond, le Maire de Corquoy, le Directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement Centre et les inspecteurs des installations classées sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une ampliation sera adressée au pétitionnaire et aux communes consultées.

Bourges, le 21 février 2002

Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
Le secrétaire général,

signé : Gérard BRANLY

Pour ampliation,  
Pour le préfet,  
Le chef de bureau délégué,



Adriana LAVEAU

**RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS A TRANSMETTRE  
A L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSÉES OU A TENIR A DISPOSITION**

Article	Document	Périodicité ou échéance	Transmission ou mise à disposition
3.1.2	Plan de bornage		Transmission dès réception
1.1	Modification du parcellaire	S'il y a lieu	Transmission dès réception
2.1.2	Acte de cautionnement	Dès le début des travaux	Transmission dès réception
3.1.5	Déclaration de début d'exploitation	Dès le début des travaux	Transmission
3.1.4	Plan de l'aire de ravitaillement en hydrocarbures des engins de chantier et du séparateur d'hydrocarbures	Dès le début des travaux	Transmission
2.1.4	Renouvellement des garanties financières	Trois mois avant l'échéance	Transmission
2.1.5	Modification des conditions d'exploitation	Avant mise en œuvre	Transmission
2.3	Déclaration d'accident ou d'incident	Dans les meilleurs délais	Transmission
2.3	Mesures envisagées suite à un accident	Dans les 15 jours suivants	Transmission
3.3.3	Déclaration de découverte de vestiges archéologiques	Dès leur découverte	Transmission
3.3.4	Déclaration de modification du phasage	Avant mise en œuvre	Transmission
3.3.7	Rapports de contrôle des organismes extérieurs : prévention en matière de sécurité, contrôle des installations électriques, des appareils de levage, des extincteurs, ...	Réglementaire	Mise à disposition
3.4.2.1	Résultats des analyses des poussières	Réglementaire	Mise à disposition
3.4.3.4	Registre de suivi des déchets		Mise à disposition
3.4.4.6	Contrôle des niveaux sonores	Tous les 3 ans	Mise à disposition
3.6.1.1	Plan de l'état d'avancement de l'exploitation de carrière	Tous les ans avant le 1 <sup>er</sup> février	Transmission
4.1.7.1	Contrôle et suivi des matériels de lutte contre l'incendie	Contrôle annuel et suivi trimestriel	Mise à disposition
4.1.7.2	Consignes et prescriptions de sécurité		Mise à disposition
2.5	Déclaration de cessation d'activité : - carrière - installations	Six mois avant Un mois avant	Transmission Transmission

# Phasage d'exploitation

Premier gradin

Phases 1 à 4

vu pour être annexé à mon

arrêté en date de ce jour.

Bourges, le 21 FEV. 2002

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Signé : Gérard BRANLY

Annexe 5

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,

Le Chef de Bureau délégué

A. LAVEAU

A. LAVEAU

## Légende

S Stock de terre découverte phases 1 à 4

• 155 Cote finale du gradin en m NGF

① Numéro des phases

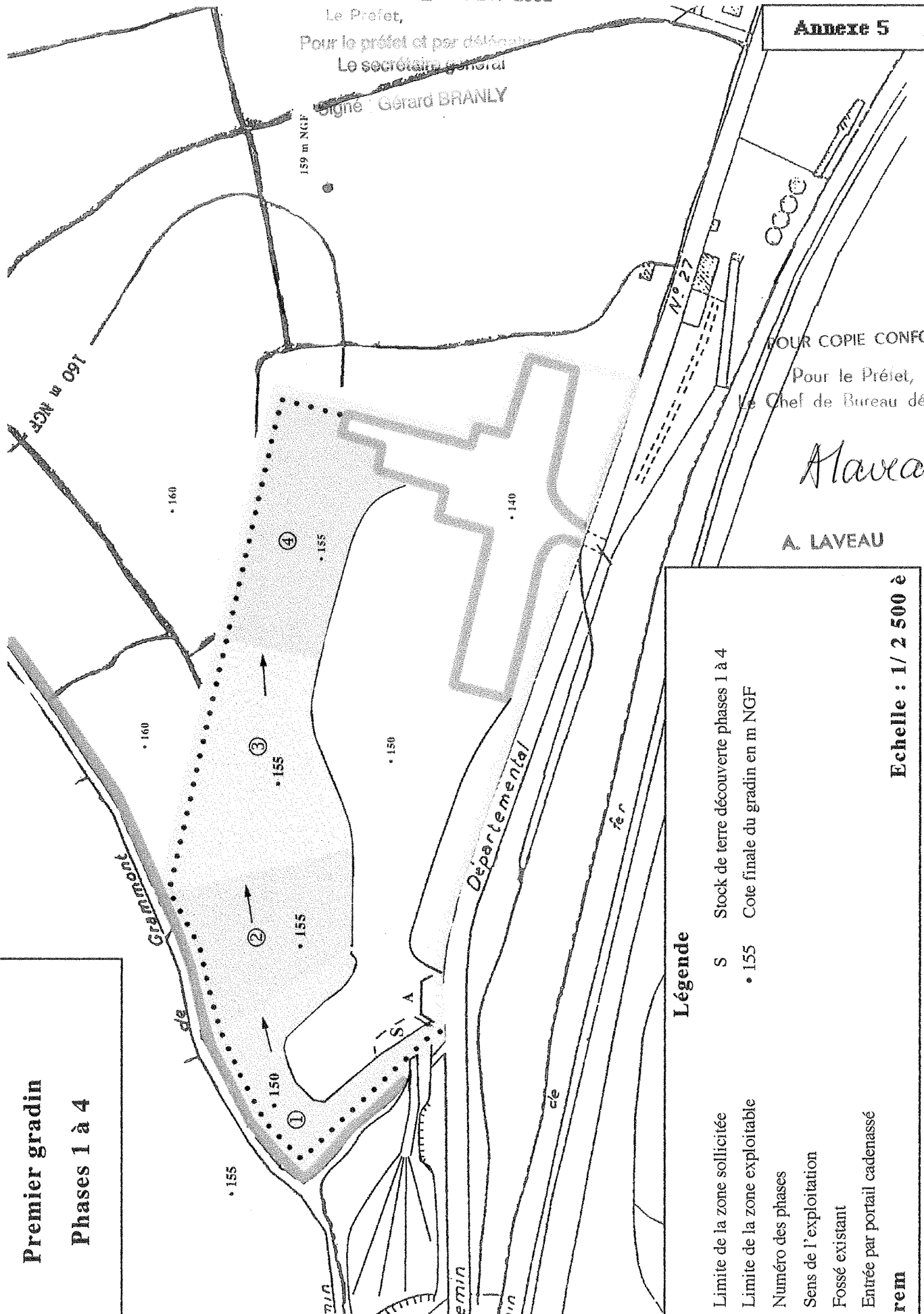
↑ Sens de l'exploitation

▬ Fossé existant

A Entrée par portail cadénassé

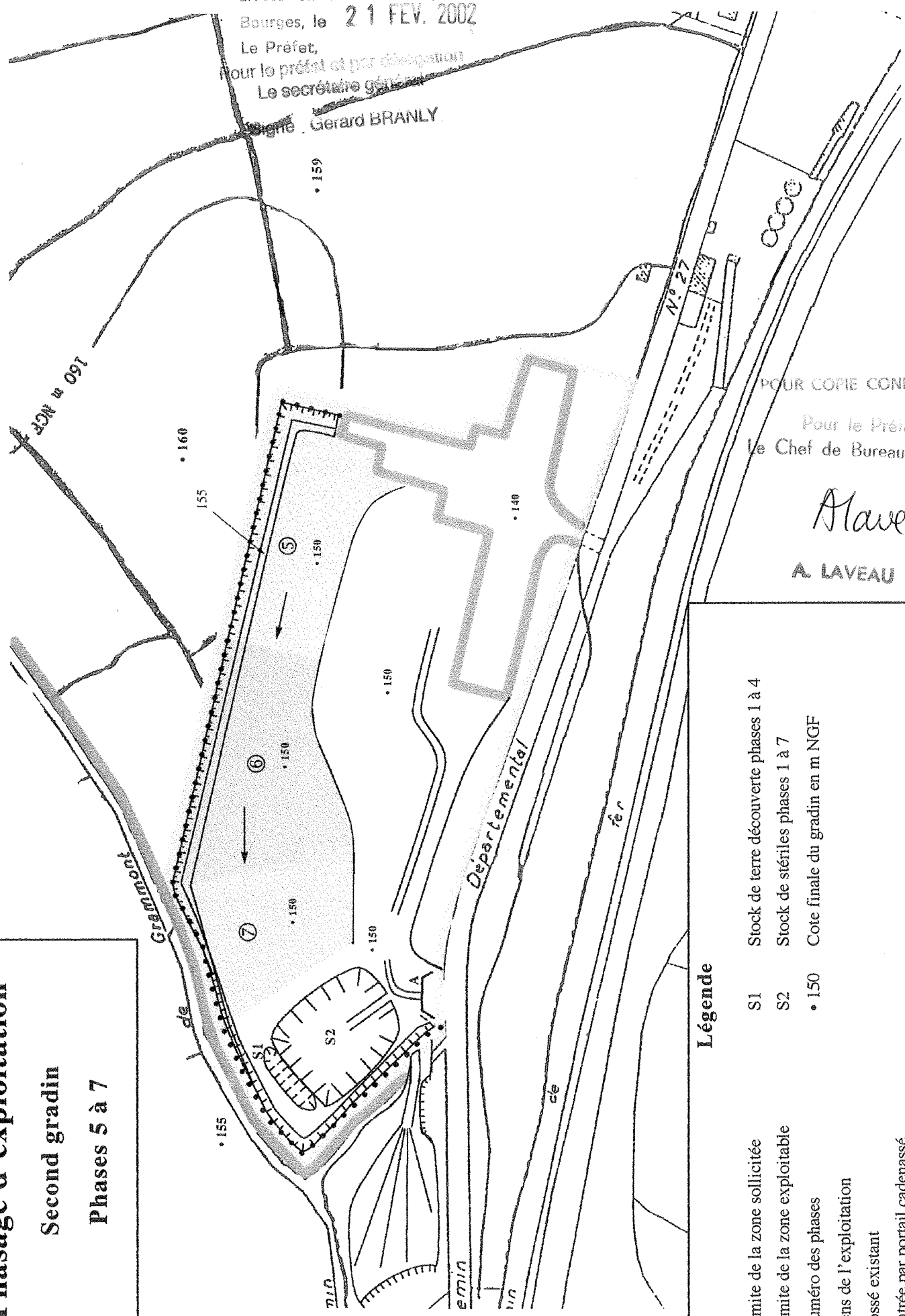
Comirem

Echelle : 1 / 2 500 e



Vu pour être annexé à mon  
arrêté en date de ce jour.  
Bourges, le 21 FEV. 2002  
Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
Signé : Gerard BRANLY

**Phasage d'exploitation**  
**Second gradin**  
**Phases 5 à 7**



POUR COPIE CONFORME  
Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué  
*A. Laveau*  
A. LAVEAU

**Légende**

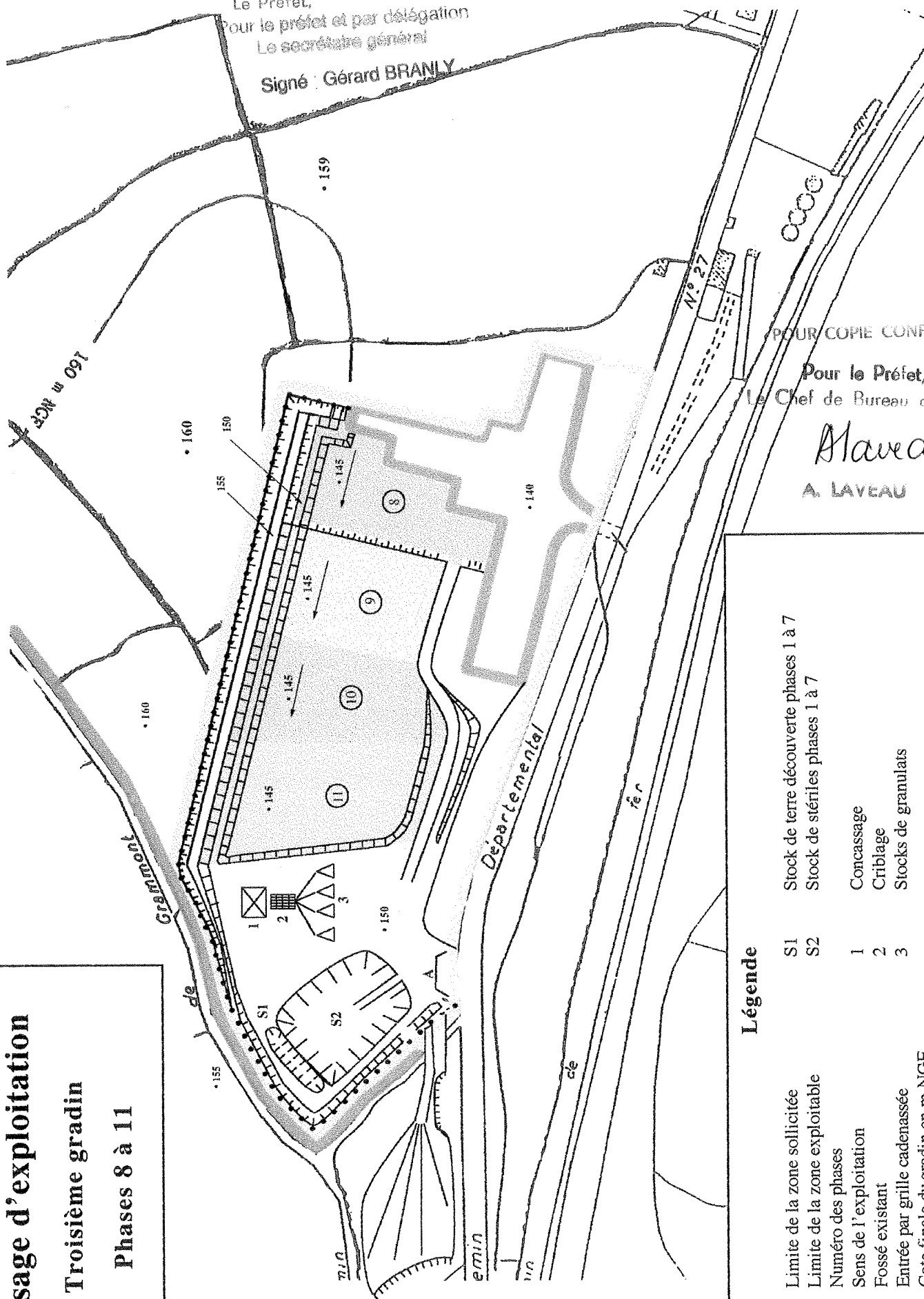
- |   |                               |       |  |
|---|-------------------------------|-------|--|
| — | Limite de la zone sollicitée  | S1    | Stock de terre découverte phases 1 à 4 |
| — | Limite de la zone exploitable | S2    | Stock de stériles phases 1 à 7         |
| ① | Numéro des phases             | • 150 | Cote finale du gradin en m NGF         |
| ↑ | Sens de l'exploitation        |       |  |
| ▨ | Fossé existant                |       |  |
| A | Entrée par portail cadenassé  |       |  |
- Comirem**
- Echelle : 1 / 2 500 e**

# Phasage d'exploitation

Troisième gradin

Phases 8 à 11

Vu pour être annexé à mon  
arrêté en date de ce jour.  
Bourges, le 21 FEV. 2002  
Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
Signé : Gérard BRANLY



POUR COPIE CONFORME  
Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué  
*Alaveau*  
A. LAVEAU

Légende	
.....	Limite de la zone sollicitée
-----	Limite de la zone exploitable
⑧	Numéro des phases
↑	Sens de l'exploitation
—	Fossé existant
A	Entrée par grille cadénassée
• 145	Cote finale du gradin en m NGF
S1	Stock de terre découverte phases 1 à 7
S2	Stock de stériles phases 1 à 7
1	Concassage
2	Criblage
3	Stocks de granulats

**Comirem** **Echelle : 1 / 2 500 è**

# Phasage d'exploitation

Troisième gradin

Phases 12 à 15

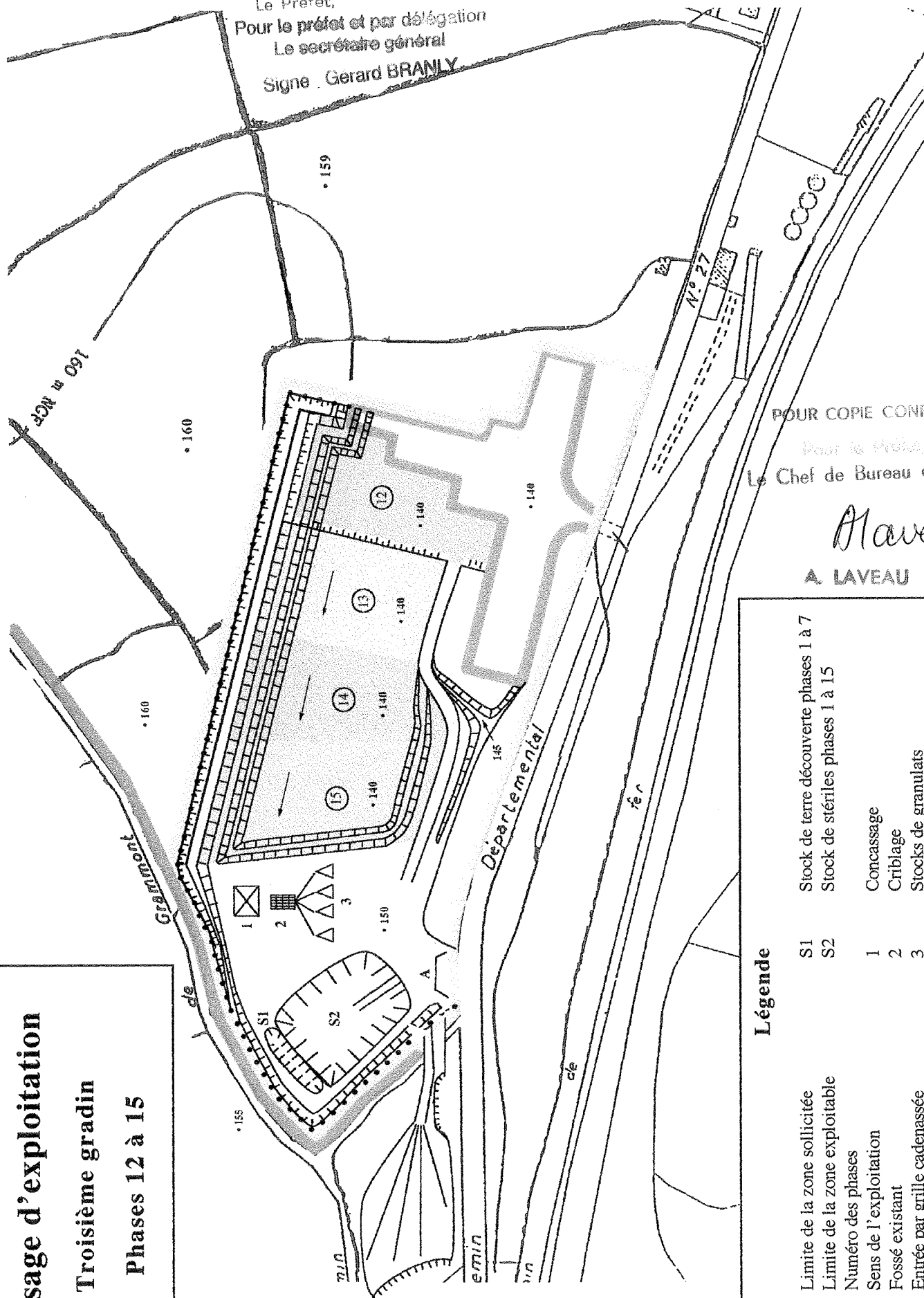
Vu pour être annexé à mon  
arrêté en date de ce jour.  
Bourges, le 21 FEV. 2002

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation

Le secrétaire général

Signe Gerard BRANLY



POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué

*Alaveau*

A LAVEAU

## Légende

.....	Limite de la zone sollicitée	S1	Stock de terre découverte phases 1 à 7
-----	Limite de la zone exploitable	S2	Stock de stériles phases 1 à 15
⑧	Numéro des phases	1	Concassage
→	Sens de l'exploitation	2	Criblage
—	Fossé existant	3	Stocks de granulats
A	Entrée par grille cadencée		
• 140	Cote finale du gradin en m NGF		

Comirem

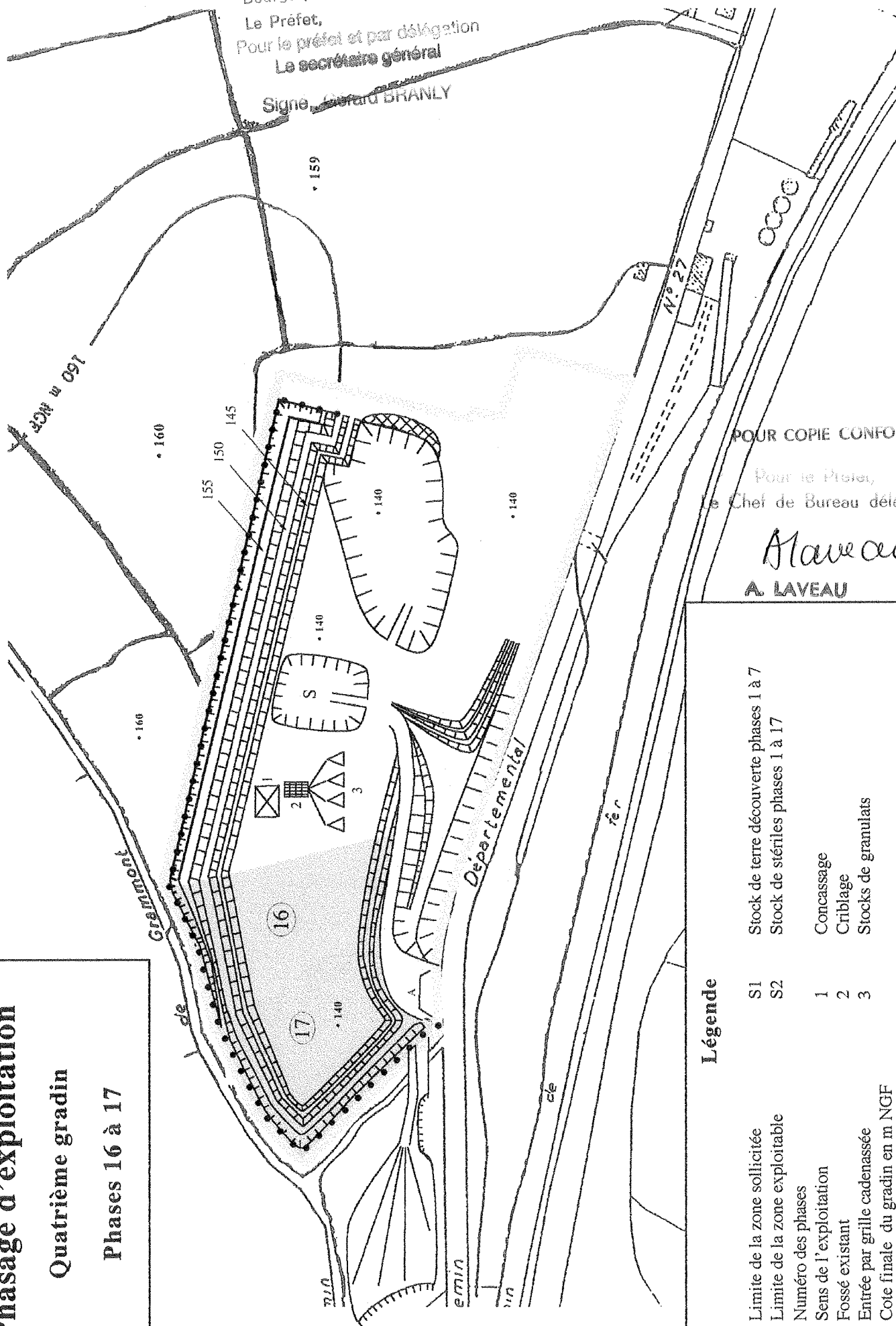
Echelle : 1 / 2 500 e

# Phasage d'exploitation

Quatrième gradin

Phases 16 à 17

Vu P.S.M. en date de ce jour.  
Bourges, le 21 FEV. 2002  
Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général  
Signé, Gerard BRANLY



POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué

*Alaveau*

A. LAVEAU

## Légende

- Limite de la zone sollicitée
- Limite de la zone exploitable
- ③ Numéro des phases
- ↑ Sens de l'exploitation
- ▨ Fossé existant
- A Entrée par grille cadénassée
- 140 Cote finale du gradin en m NGF
- S1 Stock de terre découverte phases 1 à 7
- S2 Stock de stériles phases 1 à 17
- 1 Concassage
- 2 Criblage
- 3 Stocks de granulats

Comire

Echelle : 1 / 2 500 è

# Schéma d'état final

Vu pour être annexé à mon  
arrêté en date de ce jour.

Bourges, le 21 FEV. 2002

Le Préfet,

Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

Signé : Gerard BRANLY

Annexe 6

POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué

*Alaveau*

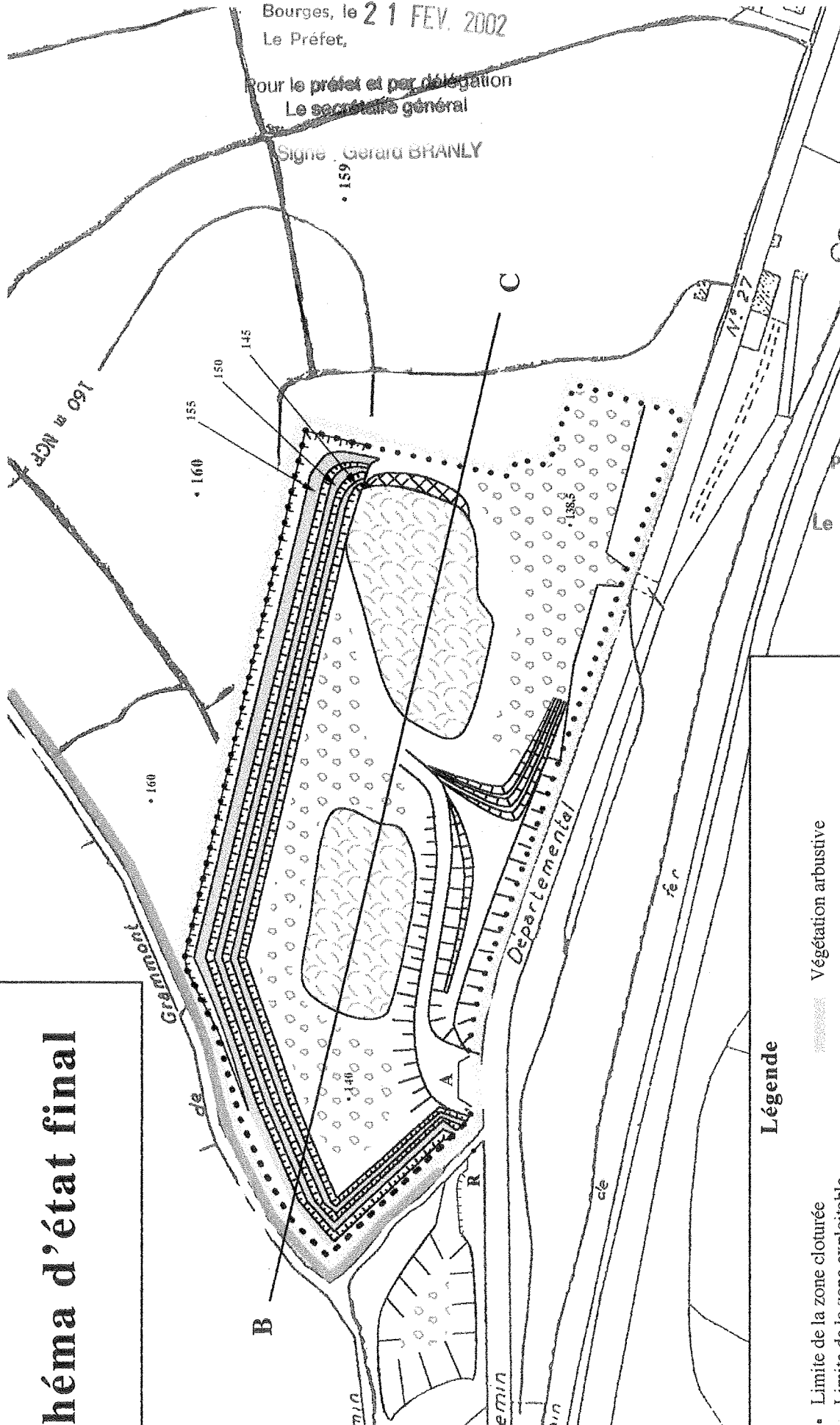
A. LAYEAU

## Légende

- ..... Limite de la zone clôturée
- ..... Limite de la zone exploitable
- Fossé existant
- A Entrée par grille cadénassée
- 140 Cote finale du gradin en m NGF
- B C Trace de la coupe présentée annexe 7
- Végetation arbustive
- Végetation arborée spontanée
- R • Chemin communal rétabli
- Eboulis conservé comme surface témoin

Comirem

Echelle : 1/ 2 500 è



arrêté en date de ce jour.  
Bourges, le 21 FEV. 2002  
Le Préfet,  
Pour le préfet et par délégation  
Le secrétaire général

**Annexe 7**

Signé : Gérard BRANLY

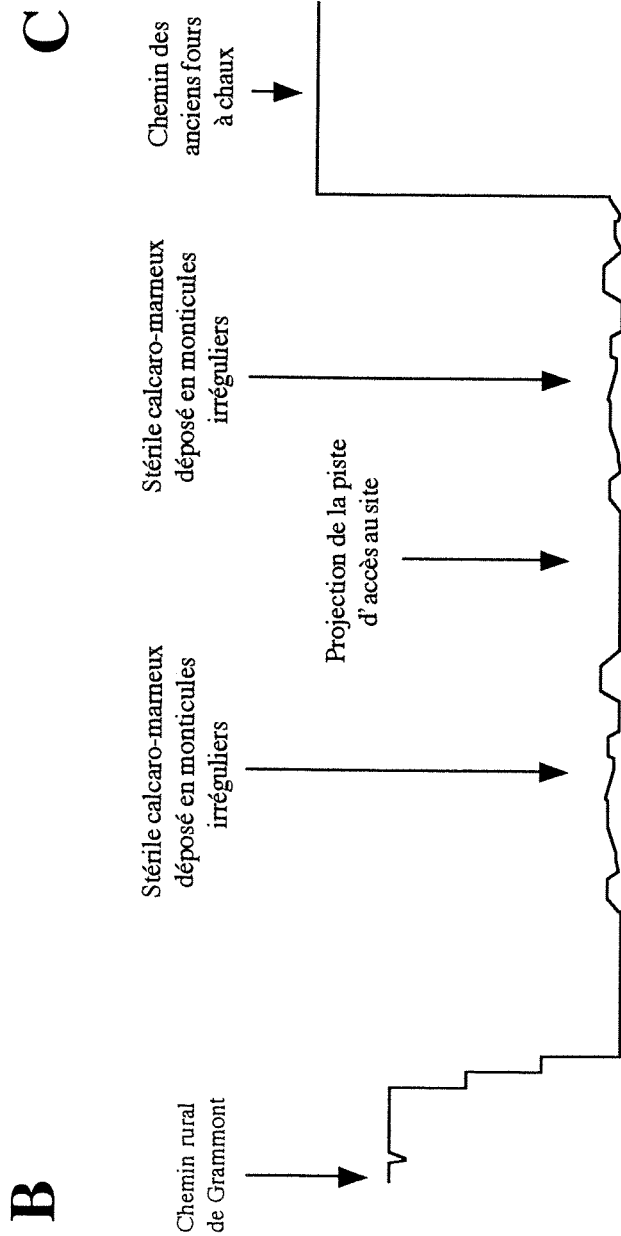
POUR COPIE CONFORME

Pour le Préfet,  
Le Chef de Bureau délégué

*A. Laveau*

A. LAVEAU

**Coupe BC**



Echelle horizontale : 1/2 500 è  
Echelle verticale : 1/500 è

Hauteur moyenne des monticules : 1,50 m, orientations diverses